Notre mobilisation ne doit pas nous être confisquée: Pour le contrôle total de la base sur les porte-paroles et les revendications !

C'est avec une certaine stupéfaction et indignation que bon nombre de personnes engagées dans la mobilisation des gilets jaunes a découvert lundi 26 novembre qu'un certain nombre de personnes s'étaient auto-désignés porte-parole des « gilets jaunes ».

Certes, le communiqué — semblant craindre des réactions hostile de la base —, prend beaucoup de précautions de langage, affirmant que les membres de la délégation « *ne sont pas des leaders ni des décisionnaires, mais des messagers* », qu'ils n'ont pas pour mission « *de donner des ordres à l'ensemble des Gilets Jaunes* », qu'ils n'en tireront aucun « *profit de quelque nature que ce soit* ».

Des « messagers » : porteurs de quel message, décidé où, comment et par qui ?

Admettons qu'il s'agisse bien de simples « messagers ». Un messager porte un message, émanant d'une personne ou d'un groupe, à d'autres personnes ou d'autres groupes. Donc qui a décidé du contenu du message en question ? Selon le petit groupe qui s'est auto-désigné organe « officiel » des Gilets Jaunes, il serait le fruit d'un sondage réalisé via Facebook, auquel auraient participé 30 000 personnes.

Voilà qui n'est pas sans poser pas mal de problèmes :

- un sondage, cela suppose d'abord qu'un petit groupe a fait des propositions. De quel droit ? Au nom de qui ? Pourquoi telle proposition plutôt que telle autre ?
- un sondage, ça exclut le débat, la confrontation des idées, la possibilité de se forger son avis après avoir entendu des arguments contradictoires
- 30 000 personnes, c'est très très peu par rapport aux centaines de milliers de personnes ayant participé à la mobilisation des gilets jaunes. Pourquoi 30 000 auraient-ils le droit de décider à la place de toutes celles et ceux qui se sont mobilisé-e-s ?
- Pourquoi la voix des personnes pouvant aller cliquer sur Facebook pèserait plus que de celles et ceux occupé-e-s à tenir les barrages ou à aller bosser à leurs horaires de travail
- Enfin, puisque tout passe par Facebook, quelle garantie peut-on même avoir que les

personnes ayant cliqué sur telle ou telle réponse a réellement participé à la mobilisation ?

Le résultat est d'ailleurs pour le moins étrange. Alors que la grande majorité des Gilets Jaunes sont des ouvrier-e-s et des employé-e-s, des retraité-e-s pauvres, de petit-e-s fonctionnaires, on trouve dans la plateforme publiée des revendications typiquement patronales, comme la baisse des prétendues « charges » sociales, qui sont en fait une partie du salaire des travailleur-se-s… (pour un examen détaillé, cf. article ici).

La composition de la « délégation » n'est pas moins surprenante.

Une « délégation » étrangement déséquilibrée…

Sur les 8 « délégué-e-s » auto-désigné-e-s, on compte 4 entrepreneur-e-s, soit la moitié…. C'est une surepresentation exceptionnelle, quand on sait que les salarié-e-s représentent environ 88% des actifs occupant un emploi en France. En clair, une délégation représentative de 9 personnes ne devrait pas comporter plus d'1 entrepreneur-e, pour 7 salarié-e-s et 1 personne privé-e d'emploi.

En outre, la délégation ne compte que 2 femmes sur 8 personnes au total. Y aurait-il seulement 25% de femmes dans la population active ? Et qu'on ne nous dise pas que les femmes ne participent pas activement à cette lutte. Bien au contraire, tout le monde a constaté qu'elles y sont à la pointe…

Quant à la composition « politique », car aucun citoyen-e n'est politiquement neutre, même s'il n'est pas encarté dans un mouvement politique précis, un seul membre de la délégation dit se sentir « plutôt de gauche ». Et le seul syndiqué de la « délégation » est un membre de l'appareil de la CFDT, syndicat notoirement proche du gouvernement et du patronat.

Pour une véritable coordination nationale, sur la base d'assemblées locales, à laquelle puisse participer tous celles et ceux qui sont engagé-e-s dans la mobilisation

Il n'est pas question de nous laisser déposséder de cette mobilisation. Nous n'avons pas fait autant d'effort pour organiser des barrages, manifester, nous organiser, pour qu'une poignée de personnes autoproclamé-e-s « nos messagers » décident à notre place.

Nous ne voulons pas davantage de la méthode du sondage pour fixer les revendications, mais des débats à la base, dans des réunions annoncées à l'avance, à laquelle tou-t-e-s puissent participer, et quand il y a désaccord, que cela soit tranché démocratiquement par un vote.

C'est pourquoi nous proposons à tout-e-s celles et ceux qui sont engagé-e-s dans ces

mobilisations pour la suppression des augmentations des taxes sur l'essence, contre la vie chère, pour la hausse du pouvoir d'achat de constituer partout des comités permettant d'avoir ces débats, de définir les revendications, de désigner et de contrôler nos porte-parole, de nous structurer à l'échelle départementale et régionale.

Pour l'extension de la mobilisation, vers la grève générale

Ces comités seront aussi des instruments pour faire grossir notre mouvement en permettant d'y faire entrer de nouvelles et de nouveaux salarié-e-s, précaires, privé-e-s d'emploi, qui seront rassuré-e-s par le fait que tout y soit décidé par celles et ceux qui se mobilisent elles-mêmes et eux-mêmes.

Mais ce sera aussi un moyen de discuter ensemble les modalités d'action et d'organiser au mieux un dispositif efficace. Car l'intervention une fois de plus arrogante de Macron mardi à la télé l'a confirmé : le gouvernement ne va pas céder facilement.

Augmenter significativement le pouvoir d'achat des ouvrie-r-e-s et des employé-e-s, écrasé-e-s par les bas salaires, la précarité, les cadences infernales, redonner du travail à celles et ceux qui en ont été privé-e-s et jeté-e-s au chômage, permettre à celles et ceux qui ne touchent plus les minima sociaux de vivre un peu mieux grâce à leur augmentation massive, cela exigera de créer un rapport de forces inédit avec le gouvernement Macron et ses ami-e-s les patron-ne-s.

Car on ne pourra pas « infléchir » la politique du président des patrons et des riches. Pour balayer sa politique tournée contre les salarié-e-s, les privé-e-s d'emploi et les pauvres, il faudra le balayer, lui et son gouvernement tout entier.

Cela pose la question de la grève générale. C'est comme ça que les salarié-e-s ont gagné 2 semaines congés payés en 1936 malgré les protestations des patron-ne-s. C'est aussi comme ça qu'en mai 1968 ont été obtenues des hausses de salaire massives. Enfin, c'est en conduisant le pays au bord de la grève générale, en 2006, qu'on a pu empêcher De Villepin d'imposer à toutes et tous la précarité du CPE (Contrat Première Embauche).

Stéphane Andrieu, le 28 novembre 2018